

L'ABILLE.

NOUVELLE-ORLEANS.

Samedi, 27 Octobre 1827.

Nous apprenons d'une personne de la plus haute respectabilité, de cette ville, qui est arrivée hier soir dans le bateau à vapeur Columbia, que *Mr. H. S. Thibodeaux*, est décédé sur son habitation, dans la paroisse Terrebonne, le vendredi 24 de ce mois, à 10 heures et demie du soir; et que les cérémonies funéraires devaient avoir lieu le lendemain soir à 4 heures.

Mr. Thibodeaux a rempli ci-devant les fonctions de Président de la Législature d'Etat, et au moment de son décès, il était candidat pour la place de Gouverneur. La Louisiane déplorera longtemps, en lui, la perte d'un de ses plus estimables citoyens. *Ls. Adv.*

Bulletin du Maire de la Mobile, 22 Octobre.

A *MR. ROYERLAC*,
Maire de la Nlle-Orléans.

Monsieur, — Notre ville vient d'éprouver une calamité funeste. Un feu qui a éclaté dans un de nos principaux hôtels, hier, entre 6 et 7 heures du matin, a réduit en cendres la plus belle partie de cette ville. On peut dire que les dix-douzièmes de la partie commerciale ont été détruits. Les magasins et les maisons que l'on croyait à l'épreuve du feu n'ont pas échappé; et la partie la plus importante de notre population se trouve sans asile.

Voudriez-vous nous faire la faveur, autant qu'il sera en vous, d'encourager le départ de différentes sortes d'ouvriers, car sans ce secours il sera impossible à notre population d'être en mesure de reprendre le cours des affaires ordinaires de cette place.

On croit que le feu a été le fait d'un incendiaire, et la destruction des propriétés est très-considérable; car il est probable qu'elle excède un million de piastres. Tous nos registres publics, ainsi que les livres et papiers du bureau de la poste, ont été préservés. J'ai l'honneur d'être avec le plus grand respect,

Votre très-humble serviteur,
Jno. F. EVERTZ.

(EDITORIAL.)

L'incendie de la Mobile a produit dans notre ville la plus vive impression. C'est un des événements dont les conséquences funestes affligent l'humanité! Les réflexions que celui-ci a produites portent particulièrement sur le sort des personnes qui se trouvent exposées, à l'entrée de l'hiver, à toutes les privations et à toutes les incommodités, de la misère. Un jour ou plutôt quelques heures, ont suffi pour plonger dans l'infortune des familles que leur travail et leur industrie avaient mises dans l'aisance; et une ville qui, par sa position commerciale, avait fait déjà des progrès remarquables, se trouve réduite en débris. Certainement toute âme sensible a dû en être vivement affectée. Mais le courage et la persévérance des victimes d'une si funeste catastrophe, la philanthropie éclairée des négocians des grandes villes contribueront bientôt, du moins nous l'espérons, à adoucir des infortunes si bien senties.

Cependant ce triste exemple doit nécessairement ramener nos réflexions sur nous mêmes; et nous faire envisager notre propre situation, au cas où le feu qui vient d'arriver à la Mobile viendrait à nous assaillir. Déjà, dans notre ville, de nombreuses bâtisses sont hors de l'atteinte et même des progrès du feu; mais cette amélioration n'est que partielle; et tout près de ces files de maisons qui de toute part s'élèvent pour embellir cette cité, l'on remarque avec inquiétude des séries de chétives barraques, dont l'aspect est plus effrayant encore que choquant à l'œil. On se demande avec effroi si l'incendie animé par un grand vent, n'atteindrait pas de proche en proche tous ces toits d'osier, que la végétation, que la sécheresse, contribue à rendre si combustibles; et si le feu n'envahirait pas à la longue les plus solides bâtisses. L'imagination s'en épouvante, et l'on a besoin de se rassurer sur le zèle et le courage des magistrats et des citoyens, et sur les moyens préparés pour se défendre d'un pareil malheur.

Mais que voyons-nous pour y parer? quelques pompes d'un faible volume; l'impossibilité de se procurer de suite l'eau suffisante pour alimenter ces pompes; et chez les particuliers un défaut absolu des précautions qui d'ordinaire sont prescrites à tous les citoyens des grandes villes! Cepen-

dant l'un des soins les plus pressans du Conseil de Ville ne serait-il pas d'établir un système régulier de secours, et de préparer, à tout prix, les moyens de s'op-

On a dernièrement abordé cette question au Conseil de Ville; mais les propositions faites étaient si peu en rapport avec l'importance du sujet, que la résolution proposée a été rejetée. Ce n'est pas qu'on n'ait senti la nécessité d'une ordonnance sage; cependant, tout en en convenant, on a cru devoir se reposer sur le peu de ressources du trésor, et renvoyer à des temps plus favorables l'adoption d'une mesure grande et satisfaisante.

Et toute chose le salut public est la loi suprême; et quelles que soient les mesures d'économie adoptées par le Conseil de Ville, quelque répugnance qu'il ait pour adopter des mesures coûteuses, nous osons avancer ici que, si le premier des sacrifices à faire a été celui des sommes nécessaires pour assainir la ville, sacrifice auquel du reste on a pourvu par une taxe aussi équitable qu'utile; il en doit être fait un autre pour les appareils d'incendie. Il s'agit de conserver les propriétés, les fortunes des citoyens, qu'un seul jour peut détruire. Et si l'on veut envisager la question sous son vrai point de vue, plus on est porté à admirer les embellissemens journaliers de notre ville, à se féliciter de l'immense accroissement de son commerce, plus on doit redouter le fatal destin que vient d'éprouver la Mobile. Si donc la pitié la plus vive nous anime pour les victimes de cette fatale calamité, reportons notre pensée sur notre belle cité, sur nos familles, sur nos amis, sur les intérêts de toute une population à laquelle nous tenons par tant de liens; et voyons s'il en est un seul parmi nous qui, non seulement puisse élever la voix contre des mesures convenables à la circonstance, mais qui ne les invoque de la part de nos mandataires.

Mais après tout, que s'agit-il de faire et de dépenser pour parvenir à nous préserver du plus grand des maux qui soient au-dessus de la prévision humaine! Il n'est pas question ici de ces grandes et importantes mesures qui ont déjà si puissamment combattu l'insalubrité du pays; il ne s'agit pas de centaines de mille piastres! Il n'est question que d'acheter un nombre suffisant de pompes pour en distribuer dans tous les quartiers. Huit pompes d'un nouveau système, et d'une grande puissance, rempliraient cet objet. Chaque division de la ville aurait la sienne, et celles existant actuellement seraient prêtes à se porter, au premier son d'alarme, au point attaqué par le feu. A cet effet, il faudrait quatre chevaux de trait sans cesse harnachés et stationnés à l'Hotel de Ville, afin que les secours fussent aussi prompts que l'exige communément l'invasion du feu.

Mais un point sur lequel il nous paraît que le Conseil de Ville doit porter ensuite son attention, et dont on peut s'occuper pendant que l'on ferait venir des pompes; ce serait l'établissement d'un réservoir d'assez grande dimension pour fournir de l'eau aux pompes, pendant l'intervalle nécessaire pour faire monter la vapeur dans la pompe à feu. On sait quels effrayans progrès peut faire un incendie pendant une heure qui est nécessaire pour la mettre en jeu; et l'on ne saurait disconvenir de l'impuissance de ce qu'on appelle les chaînes formées pour transporter l'eau, par des états, depuis le fleuve jusqu'aux maisons incendiées. Tandis qu'un réservoir dont la dimension peut être facilement calculée sur la quantité d'eau nécessaire, paraît à cet inconvénient du manque d'eau, en faisant le tems indispensable pour mettre en action la pompe à feu.

Nous croyons aussi que, pour prévenir les effets de la malveillance, le système de la garde de ville est tout à fait incomplet. La Nouvelle-Orléans est déjà si étendue que malgré tout le soin qu'on peut y mettre, la garde ne saurait étendre suffisamment sa surveillance. Les patrouilles sont aussi fréquentes qu'elles peuvent l'être; mais quand on voit que, déduction faite des gardes nécessaires au Bayou et aux deux faubourgs, il ne reste que 18 hommes pour le carreau de la ville; que, de ce nombre, il faut distraire 3 pour la vedette du haut de l'église, 4 au moins pour la prison; on doit croire que les hommes restans ne peuvent suffire à une exploration telle qu'elle serait nécessaire. En conséquence, on y pourrait facilement remédier en accordant six chevaux de selle à la garde de ville, pour former trois escouades dont une serait toujours en mouvement. On conçoit qu'alors il serait plus facile de surprendre et d'atteindre les malfaiteurs, et que cette ronde, indépendante de celle des gens de pied, rendrait la surveillance plus active et plus utile.

Toutes ces dépenses n'excéderaient nullement les ressources du trésor, puisque la totalité des frais à faire ne dépasserait pas \$12000; et que le Conseil de Ville serait appuyé par les vœux de tous les amis de

l'humanité, et de tous les citoyens qui savent apprécier l'état prospère de notre ville, et prévenir les maux que l'attendrait. En proposant ces mesures, nous nous sommes proposé de procurer à la

plupart des citoyens de cette ville sont animés, et nous ne doutons pas du zèle qu'ils apporteraient à fournir, par souscription, aux dépenses indispensables pour prévenir les incendies, si le trésor était insuffisant. Un devoir non moins sacré nous semble appeler aujourd'hui leur attention. La peinture des maux affreux qu'entraîne à la Mobile, les victimes du funeste accident qui les a vu subir à endurer les plus cruelles nécessités, va sans doute exciter la générosité des citoyens de la Nouvelle-Orléans! Notre riche cité, plus connue encore par l'humanité et par la philanthropie de ses habitans, que par ses avantages commerciaux, ne sera pas implorée en vain par des concitoyens frappés d'une façon aussi terrible qu'inattendue! Déjà des souscriptions ont été proposées pour secourir les infortunés Mobilien; et ce serait insulter aux généreux sentimens des habitans d'Orléans, que de chercher à exciter leur zèle dans une circonstance où leur humanité s'est si vivement prononcée.

DE L'INTERIEUR.

Une assemblée des amis de l'Administration, a eu lieu le mois dernier, à la paroisse Ste-Marie, composée des personnes les plus respectables de l'endroit. Le Dr. Fields, et M. Joseph Charpentier, prononcèrent chacun un discours très-moderé, où ils exposèrent rapidement les principes fondamentaux de notre constitution; et présentèrent fort éloquemment d'un côté les privilèges et les grands avantages d'une liberté civile et politique; et de l'autre les maux inséparables du pouvoir militaire; ils énumérèrent successivement et avec beaucoup d'impartialité, les prétentions respectives de John Quincy Adams et du général Jackson, l'honneur distingué de la

suprême magistrature. On a vu que les relations et les communications se font avec une rapidité et une facilité de communication et de départ des délégués à la Convention de Baton-Rouge.

Nouvelles Politiques.

MADRID, 2 Août.

Mr. Lamb, ministre plénipotentiaire d'Angleterre, suit des négociations si actives, et à de si fréquens voyages à faire à Saint-Ildefonso, qu'il s'est décidé à aller s'y fixer; ses bagages sont partis avant-hier. L'évacuation de l'Espagne est, d'après l'opinion générale, l'objet de ces négociations.

Le dernier rapport du marquis de Campo-Sagrado, capitaine-général de la Catalogne, annonce que *S. Exc.* est parvenue, moins encore par la force que par la persuasion et les négociations, à faire déposer les armes et rentrer chez eux les gros des carlistes qui parcouraient diverses parties de cette province; mais M. Campo-Sagrado dit aussi que le gouvernement ne doit pas se méprendre sur la véritable cause de la conduite des carlistes, et que s'ils ont consenti à déposer temporairement les armes, c'est qu'ils y ont été en quelque sorte contraints par le besoin de rentrer pour leur moisson, et qu'après avoir fini leurs travaux champêtres, on doit s'attendre à voir reparaitre les carlistes sous les armes et en plus grand nombre qu'auparavant, si, en attendant, le gouvernement ne s'applique pas à prendre les mesures les plus efficaces pour éviter une nouvelle insurrection.

Dans le dernier conseil des ministres tenu à Saint-Ildefonso, on s'est occupé de nouveau de l'envoi d'une expédition à la Havane; les dépêches du général Vives, qui commande cette île, sont toujours très-pressantes, comme par le passé; on a été obligé de lui répondre en invitant son zèle à bien mettre à profit les ressources de l'île, auxquelles cependant le gouvernement offre d'ajouter un vaisseau et deux brigs de guerre.

Le maréchal de Castille, comte de No-blechas, qui se trouve exilé parce qu'il a été régidor de Madrid sous la constitution, vient d'être rappelé.

La quantité des voleurs qui infestent nos routes est si grande, que dans celle qui conduit de Madrid à l'Andalousie, on a été obligé d'établir de distance en distance des détachemens de cavalerie qui battent la route jour et nuit. Un nommé Abeulo, ancien chef de partisans, commande tous ces détachemens.

Des frontières de Pologne, 30 Juillet.

On fait courir le bruit que l'armée persanne, sous les ordres d'Abbas-Mirza, a été complètement battue à peu de distance d'Erivan, qu'Abbas-Mirza cherchait à délivrer. Comme on parle plus que jamais de la conclusion prochaine d'un traité de

paix avec les Persans, il est probable que cet événement la hâtera.

(Gazette de Nuremberg.)

Un capitaine de paquebot napolitain a reçu de son frère une lettre qui porte ce qui suit: "Je n'ai que le temps de vous dire qu'un brick anglais a été trouvé à l'ancre, entre Lictra (où on charge du soufre) et Mazzarena; que tout l'équipage a été assassiné, et que le capitaine était pendu à un grand mât."

Un courrier avait porté cette nouvelle à Paris, d'où nous l'avons apprise.

(Globe de Londres.)

M. CANNING.

Sous l'administration de M. Canning, l'Angleterre a été dégagee des entraves qu'il lui imposait la sainte-alliance, avant qu'on ait aperçue la main qui la diluirait.

Le Portugal constitutionnel a été défendu contre l'invasion de l'Espagne avec un talent diplomatique et une énergie militaire dirigés et disposés de manière à protéger, d'après tous les calculs raisonnables, les droits civils du peuple de ce royaume, par les memes obligations politiques et nationales que M. Canning a fait servir à l'indépendance de la couronne de don Pedro.

L'esprit qui doit servir un jour dans tout le midi de l'Europe à défendre les libertés qui appartiennent à l'homme, a été, sinon encouragé ouvertement, au moins entretenu par la seule idée que M. Canning était ministre de la Grande-Bretagne.

Un journal anglais remarque que M. Canning est mort dans le même mois de l'année, au même âge et à dans la même chambre, à Chiswick, que le célèbre Fox. Ces rapprochemens excitent toujours la curiosité. En voyant coïncider, dans les memes proportions avec le cours invariable du tems, diverses circonstances de la vie humaine qui paraissent soumises à tant de hasards, il semble qu'on espère obtenir quelque donnée sur les événemens futurs.

Il en est une moins illusoire que l'aurait le progrès naturel de l'opinion chez les peuples les plus éclairés du monde. On peut donc affirmer que la similitude entre les deux époques est à son terme, et que nous ne verrons pas prévaloir le nouveau système de Pitt, cette politique à la fois savante, mais étroite, hardie et périlleuse qui, après la mort de Fox, a eu tant de part aux malheurs de l'Europe. Les tems ne sont pas moins changés d'ailleurs hors de l'Angleterre que dans l'Angleterre même; et si, dans les deux sens opposés, les prétentions paraissent égales, les espérances ne le sont plus.

La souscription proposée par M. Charles Dupin, pour frapper une médaille à George Canning, s'élevait à Paris, le 15 Août, à près de quatre mille francs!

BARCELONNE, 1er Août.

(Correspondance particulière.)

Parmi les bandes de rebelles qui rôdent dans les environs de Gironne, la plus considérable, celle du surnommé *Général-Pizola* vient d'avoir un combat avec les troupes de ligne expédiées à sa poursuite. Au sujet de cette affaire, notre journal public l'article suivant:

"Le capitaine-général à la satisfaction d'annoncer au public que le général, gouverneur de Gironne, en date du 29 juillet, lui a expédié une dépêche renfermant celle de Don Joseph Voltas, commandant du 1er. bataillon du 3e. régiment d'infanterie légère de volontaires de Gironne; la dépêche que le commandant Voltas adresse de Rindarenas au gouverneur de Gironne, porte qu'il a battu et dispersé complètement le chef de bande Don Narciso Abres, surnommé *Pizola*, qui avec cent hommes de sa bande se trouvait dans le village d'Esra; leur ayant pris un drapeau, la caisse militaire, deux charges de fusils, un grand nombre de balles, trois jumens, un cheval et trois prisonniers; il est resté sur le champ de bataille six ou huit hommes tués, et tout le reste a été dispersé dans les montagnes, où ils ont été poursuivis jusqu'à dix heures du soir."

Le *Sep dels Estany* se trouve dans les environs de Berga; plusieurs autres bandes se sont réunies à la sienne.

Dans les environs de Vich on compte 3 bandes dont la plus forte est commandée par le colonel illimité M. Vilella.

On attend l'arrivée très-prochaine d'un corps de troupes à Manresa. Un bataillon d'infanterie de ligne doit y être arrivé en ce moment. Il paraît que ce sera le point de réunion des forces destinées à étouffer cet esprit de sédition qui désole la Catalogne et dont on ne peut s'expliquer ni les prétextes ni le but.

Le capitaine Blaquièrre vient d'arriver à Paris, de retour de son troisième voyage en Grèce, où il a été témoin de toutes les opérations militaires de la dernière